

Regard sur l'actualité

Le rôle et la place de la politique de la ville sont-ils remis en cause par les récentes tensions ?

La mort de Nahel Merzouk le 27 juin 2023, adolescent de 17 ans tué par le tir à bout portant d'un policier lors d'un contrôle, a remis la politique de la ville et la question plus générale des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) au cœur de l'actualité médiatique et politique. Quand les jours se succèdent et mettent en lumière une colère légitime de la part d'une partie de la population, il me semble alors que nous autres, professionnels de la politique de la ville, devons essayer de prendre du recul afin de mieux comprendre et définir les logiques de fond qui la caractérisent. C'est à la fois en tant que professionnel de la politique de la ville et en tant que jeune que je souhaitais écrire ici. Je voulais donc revenir sur la



Le quartier Pablo Picasso à Nanterre, où vivait Nahel Merzouk, avec sa famille

Des inégalités sociales renforcées à l'émergence de tensions

Si beaucoup de personnalités politiques et médiatiques ont comparé la situation récente aux émeutes qui avaient eu lieu dans les banlieues françaises en 2005 suite à la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré à Clichy-sous-Bois, il faut souligner que celles de juin 2023 ont surgi dès le soir même de la mort de Nahel Merzouk. En 2005, il avait fallu attendre entre 3 et 5 jours afin que la mort des deux jeunes ne parvienne à mobiliser les habitant.es des banlieues à l'échelle nationale. Qu'est-ce que cela peut nous dire ?

Un premier élément de réponse doit se situer dans l'impact qu'ont eu les réseaux sociaux. En effet, la rapidité de la transmission de l'information sur ces plateformes permet d'expliquer en partie le démarrage quasi-instantané de la mobilisation. Une partie importante de la réponse semble résider aussi dans le climat de tension préexistant auquel sont confronté.es les habitant.es des quartiers prioritaires depuis plusieurs années. Comme certains élus locaux le soulignait dès 2018, « nous vivons depuis des années sur un volcan »¹.

D'autres acteurs de terrain tendent à rappeler que la situation des habitant.es des quartiers ne s'est pas améliorée depuis 2005 : « la pauvreté explose dans le pays, les inégalités se creusent, le sentiment d'abandon s'accroît ». Les différentes crises que la France a connues ces dernières années, ont particulièrement impacté les couches populaires et ont le plus souvent eu pour effet d'accroître les inégalités sociales et économiques.

Il est probable que ces tendances (augmentation des inégalités sociales et économiques, de la pauvreté, etc.) et ces circonstances spécifiques (quartiers sous-tension, réseaux sociaux) participent au renforcement d'un profond sentiment d'injustice et de défiance vis-à-vis des institutions. Ce sentiment semble être aujourd'hui à la base de ce qui a été désigné comme une explosion de violences après la mort de Nahel Merzouk. Bien qu'en Occitanie comme en France, ces émeutes se soient pour la plupart déroulées dans les quartiers et dans les centres-villes, de nombreux professionnels de la politique de la ville tendent à rappeler qu'elles n'ont pas été le fait des seul.es habitant.es des QPV.

« *Nous vivons depuis des années sur un volcan* »

Philippe Rio (PCF), maire de Grigny (91)

vision que je porte sur les événements récents, et réinterroger à la fois le rôle et la place de la politique de la ville dans ces tensions sociales, mais également les processus et dynamiques qui me semblent principales dans la compréhension des phénomènes à l'œuvre. Avant toute chose, toute l'équipe de Villes et Territoires adresse avec tristesse et colère leurs plus sincères condoléances à la famille et aux proches de Nahel.

Regard sur l'actualité

Le rôle et la place de la politique de la ville sont-ils remis en cause par les récentes tensions ?

Elles ont pu rassembler une population habitant d'autres espaces urbains, et s'inscrire dans des espaces ruraux où personne ne semblait réellement les attendre.² Dans la partie est-occitane, ces mobilisations ont eu lieu dans des villes diverses et variées : Montpellier, Nîmes, Béziers, Alès, Bagnols-sur-Cèze, Perpignan, Narbonne, mais aussi Quissac et un quartier résidentiel de Nîmes (hors QPV) etc. Bien qu'étant un élément de lecture important, nous ne pouvons donc les comprendre sous le seul prisme de la politique de la ville.

Une défiance croissante vis-à-vis des institutions

Il semble qu'une des principales explications à cette violence, en dehors de la mort de Nahel Merzouk, réside dans le rapport de défiance entre les habitant.es des QPV (principalement les jeunes) et les institutions. Si les enquêtes nous montrent qu'elle s'accroît de manière généralisée³ (hors QPV également), tout laisse à penser que la défiance est encore plus importante pour celles et ceux qui subissent et ressentent directement des situations d'injustice au quotidien. Comme en témoignent de nombreuses paroles, ce sentiment est renforcé chez les jeunes. C'est ce qui semble ressortir de prime abord des émeutes qui ont succédé à la mort de Nahel Merzouk, notamment quand des biens publics sont pris pour cible (incarnation la plus directe de l'Etat sur le territoire).

Si les conséquences de la défiance sont très souvent critiquées, nous ne pouvons aujourd'hui en ignorer les causes principales. De la sorte, elle semble être le fruit d'une crise plus générale de la confiance dans les institutions, due à de

nombreux facteurs : scandales politiques et médiatiques à répétition, sentiment d'une « justice à deux vitesses⁴ », discriminations toujours grandissantes, faibles effets de l'école sur les logiques de reproduction sociale, etc.

Plus globalement, cette défiance semble être entraînée par le renforcement des inégalités sociales et économiques. En atteste la récente analyse de l'Insee qui constate que depuis 15 ans les disparités se renforcent.⁵ A cela s'ajoutent le poids de l'expérience et de la situation vécue par les habitant.es, et notamment par les jeunes. Il ne faut pas omettre de rappeler que les habitant.es des QPV sont particulièrement concernés par les contrôles de police : à la fois par le nombre important d'interventions policières dans les QPV, et par les nombreux « contrôles au faciès ». Ainsi, il est utile de rappeler que « quand on est un jeune homme noir ou arabe, on a ainsi vingt fois plus de chances d'être contrôlé »⁶ selon une enquête du Défenseur des Droits réalisée en 2017. Ainsi, la défiance qui existe vis-à-vis des institutions est amplifiée parmi les classes populaires.

La politique de la ville questionnée ?

Suite à cela, c'est la politique de la ville qui est directement remise en cause. Comme s'interroge France Info le 08 juillet dernier, « la politique de la ville menée dans les quartiers depuis plus de 30 ans n'a-t-elle servi à rien ? »⁷ Ainsi, il faut ici se prévaloir d'un bilan à l'emporte pièce.

Il nous incombe d'une part de mettre en exergue les effets des dispositifs de la politique de la ville, et d'autre part de rappeler le dévouement quotidien d'un grand nombre d'actrices et d'acteurs

auprès de ces populations fragiles. Aujourd'hui, je souhaitais, comme de nombreux professionnels je l'imagine, partager ma tristesse au regard de la situation actuelle, des nombreuses victimes de violences policières dans les quartiers prioritaires, et des caricatures dans lesquelles sont parfois enfermés les habitant.es des QPV.

Ainsi, depuis les émeutes de 2005, on sait que les politiques publiques ont principalement porté à l'amélioration des conditions d'habitat, de logement, notamment avec les programmes successifs de rénovation urbaine portés par l'ANRU. Si ces changements ont eu et ont des effets sur la qualité de vie des populations des QPV, d'autres aspects de leur vie quotidienne sont également impactés par la politique de la ville. C'est le cas de la santé, l'éducation, l'emploi, la mobilité, etc. Pour de nombreux acteurs de la politique de la ville, le problème principal réside dans les moyens financiers alloués à ces différents enjeux. Si des actions en termes de santé, d'éducation, d'emploi (etc.) se développent dans de nombreux QPV, portées avec détermination à la fois par

« La politique de la ville menée dans les quartiers depuis plus de 30 ans n'a-t-elle servi à rien ? »

France Info, le 08/07/2023

les élu.es et par les professionnel.les de la politique de la ville, une partie du problème semble résider dans les parts de financement dédiées.

Regard sur l'actualité

Le rôle et la place de la politique de la ville sont-ils remis en cause par les récentes tensions ?

Comme le rappelle Fabien Truong, sociologue à Paris 8, « les coups de peinture peuvent même être perçus comme humiliants quand ils ne s'accompagnent pas de réels changements dans la vie du quartier ».⁷ Parfois trop pauvre, parfois inadaptée, il me semble que la politique de la ville n'est pas le problème en soi : elle participe activement à l'amélioration du quotidien des habitant.es des quartiers prioritaires. De plus, elle semble rester un balancier nécessaire aux politiques publiques de droit commun, qui dans leur mise en œuvre, participent parfois à faire des QPV des quartiers secondaires.

Il peut sembler pertinent de comparer le quartier prioritaire à la figure de l'hôpital : la politique de la ville ne peut ainsi être évaluée en prenant pour seul compte le nombre de "patients" qu'elle prend en charge. De la même manière, l'objectif principal de l'hôpital ne se situe pas dans la réduction totale du nombre de blessés et de malades. La répartition géographique et territoriale marquée par la forte concentration des populations précaires n'a de fait que de renforcer les logiques de paupérisation quand bien même la politique de la ville parvient parfois à les ralentir.

Les jeunes en première ligne ?

Depuis le 27 juin 2023, ce sont principalement les jeunes des quartiers prioritaires qui sont mis en avant sur la scène médiatique. Ils sont décrits comme « jeunes, survoltés et hyperconnectés ».⁸ Il faut rappeler ici que selon les chiffres du gouvernement Borne et du ministère de l'Intérieur, les mineurs représentent 1/3 des manifestants.⁹ Pour expliquer la surmobilisation dans ce mouvement social de celles et ceux souvent décrit.es comme



« désintéressé.es », on peut émettre quelques hypothèses.

La première est basée sur le profil de Nahel Merzouk. Il avait 17 ans. Ainsi, il ne faut pas occulter de toute analyse ce point qui semble se dresser comme un facteur explicatif à l'importante mobilisation des jeunes (identification, démultiplication du ressenti, etc.).

Une seconde vient du dépit des jeunes vis-à-vis des méthodes de mobilisation plus classiques telles que la manifestation ou la grève. Les manifestations semblent être devenues ces dernières années pour les jeunes, le symbole d'une contestation sociale qui échoue (loi travail El-Khomri, Manifestations pour le Climat, loi Macron, réforme des retraites, etc.). Ainsi, certains affirment « les manifs ne servent à rien, il faut tout casser ». Dans cette lignée, les mobilisations perçues comme plus dures et violentes semblent être à la fois un moyen plus efficace de se faire entendre, et une manière de refuser les formes de mobilisation conventionnelles, reconnues comme légitimes par l'Etat et par l'ensemble des institutions (ex: manifestation, grève, pétition, etc.).

Ainsi, nous pouvons en partie percevoir ces émeutes comme un combat pour la redéfinition des pratiques de mobilisation légitimes de la part d'une partie de la jeunesse, et de certain.es habitant.es des QPV. Elles peuvent se comprendre en réaction à celles jugées inefficaces.¹⁰ Face à cette violence, je tiens à rappeler

que les habitant.es des quartiers prioritaires de la politique de la ville ne sont pas restés indifférent.es.

Si la colère et la tristesse semblent toucher une grande partie d'entre elles et eux, les habitant.es et principalement les mères de famille ont joué un rôle déterminant dans l'apaisement de la situation et le retour au calme. Elles se sont le plus souvent organisées en groupe, afin d'aller à la rencontre des jeunes de leurs quartiers, et d'ouvrir un dialogue dans une volonté d'apaisement.¹¹ C'est ce que l'on a pu voir de la part de mères dans le quartier Pablo Picasso à Nanterre, quartier dans lequel vivait Nahel Merzouk.¹²

Nous pouvons noter qu'une pluralité d'acteurs oeuvrant au quotidien dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ont également appelés au calme et participé à l'apaisement.¹³

Les réseaux sociaux : nouvel outil de mobilisation ?

Par ailleurs, nous souhaitons revenir sur l'influence des réseaux sociaux dans les mobilisations sociales qui ont eu lieu depuis le 27 juin. Souvent critiqués, ils ont joué un rôle important dans les événements qui ont succédé à la mort de Nahel Merzouk.¹⁴

Regard sur l'actualité

Le rôle et la place de la politique de la ville sont-ils remis en cause par les récentes tensions ?

En premier lieu, il faut rappeler qu'ils ont permis la mise en diffusion de la vidéo et des images où l'on voit le policier tirer à bout portant sur Nahel. Sans eux, il est probable que l'information n'aurait pas circulé de la même manière, que ce soit lié à la vitesse de diffusion qu'ils permettent ou aux publics touchés.

C'est notamment ce que l'on a pu observer suite au faible impact médiatique entraîné par la mort d'Alhoussein Camara, jeune homme de 19 ans tué le 14 juin 2023 par le tir d'un policier dans des conditions similaires à celles de la mort de Nahel Merzouk.¹⁵ Par ailleurs, le policier responsable de la mort d'Alhoussein Camara n'a été mis en examen pour homicide volontaire que le 28 juin 2023, soit un jour après la mort plus médiatique de Nahel Merzouk. Bien que fréquemment décriés, nous souhaitons rappeler qu'ils permettent une diffusion d'informations rapide et accessible, ce qui est pour de nombreux observateurs et professionnels du droit une dimension constitutive d'un régime démocratique aujourd'hui.¹⁶

S'ils sont donc des courroies de transmission de l'information, ils ont également joué un rôle déterminant dans la manière dont la mobilisation s'est déroulée. A la fois accélérateurs de la mise en organisation, outils d'information et support à la création d'un sentiment collectif, les réseaux sociaux semblent devoir être perçus comme un nouvel outil qui participe pleinement au développement d'une action collective.

Si tout nous laisse à penser que ce phénomène est assez récent, sa portée est à relativiser. Facebook, Instagram,

Twitter, Snapchat ou encore TikTok ne font pas bouger toutes les lignes de la pratique militante : ils permettent en grande partie ce que d'autres outils de l'organisation collective (partis, syndicats, associations, tracts, assemblées générales, etc.) permettaient déjà.

Ce qui change réside principalement dans l'immédiateté de la circulation de l'information, qui vient renforcer le sentiment d'une mobilisation sociale organisée. Les réseaux sociaux font passer l'engagement revendicatif du « je » au « nous », du « moi » au « on ». En réalité, si la forme d'une mobilisation était précédemment mise en débat et discutée avant son démarrage, elle semble être aujourd'hui avec les réseaux sociaux, en redéfinition constante. Cela permet à ses participant.es une réponse immédiate et agile, mais souvent peu consensuelle.

*« Accuser les réseaux sociaux
(...) est une manière de
dépolitiser la révolte »¹⁷*

Romain Badouard, chercheur en
sciences de l'information

Pas moins légitime, il y a fort à penser que ce type de mobilisation qui s'appuie sur les réseaux sociaux émane avant toute chose d'une réaction, d'une émotion ou d'un ressenti laissant à l'idéologie ou la revendication une place moindre en comparaison avec d'autres mouvements sociaux plus traditionnels. Il est important de ne pas faire des réseaux sociaux

autre chose qu'une courroie de transmission de l'information comme il en existe d'autres.

Les réseaux sociaux ne semblent donc pas créer quelque chose de nouveau mais nous pouvons penser qu'ils permettent de mobiliser autrement une partie de la population que les formes de mobilisation traditionnelles ne semblaient plus pouvoir attirer.¹⁸

En tant que jeune et professionnel de la politique de la ville, je souhaitais souligner l'engagement de l'ensemble des actrices et acteurs du territoire présent.es dans les quartiers prioritaires, qui œuvrent au quotidien à l'apaisement des tensions, dans le contexte particulier de préparation des prochains contrats de ville, Engagements Quartiers 2030. De la sorte, je pense que les tensions qui ont émané depuis la mort de Nahel Merzouk doivent donner lieu à une lecture plus fine de nos quartiers prioritaires de la politique de la ville, qui sont avant tout des lieux de vie, de réussites, de découvertes, d'innovations, et de partage.

De la sorte, j'ai bon espoir que nous continuerons à soutenir activement l'amélioration des conditions de vie de ces habitant.es, en dépit des amalgames, et en appuyant sur la nécessité de renforcer la politique de la ville, qui se veut être un levier participant à la réduction des inégalités sociales et des écarts de développement entre l'ensemble des territoires.

Mathieu Logereau
pour l'équipe de Villes et Territoires
Occitanie

--

Regard sur l'actualité

Le rôle et la place de la politique de la ville est-il remis en cause par les récentes tensions ?

SOURCES

- ¹ France Info, « Pour Philippe Rio, les quartiers populaires sont "un volcan" prêt à exploser », L'instant Politique, 22/05/2018, <https://urlz.fr/mBZE>
- ² Le Monde, « La cartographie d'une semaine d'émeutes en France », 07/07/2023, <https://urlz.fr/mGo4>
- ³ Libération, « Au rapport, Enquête Cevipof : flambée de défiance contre les institutions politiques », 11/01/2019, <https://urlz.fr/mExO>
- ⁴ France Inter, « Service public : une justice à deux vitesses ? », 18/12/2014, <https://urlz.fr/mFx0>
- ⁵ Insee, « En 15 ans, les disparités entre quartiers, mesurées selon le revenu, se sont accentuées dans la plupart des grandes villes », n°79, 11/01/2023, <https://urlz.fr/mFFa>
- ⁶ Radio France, « Ce que disent les études parues en France sur les contrôles au faciès et les "violences policières" », 10/06/2020, <https://urlz.fr/mEBY>
- ⁷ France Info, « Émeutes après la mort de Nahel : la politique de la ville menée dans les quartiers depuis plus de 30 ans n'a-t-elle servi à rien ? », 08/07/2023, <https://urlz.fr/mEsx>
- ⁸ Le Monde, « Émeutes après la mort de Nahel M. : jeunes, survoltés et hyperconnectés, des émeutiers au profil complexe », 04/07/2023, <https://urlz.fr/mECX>
- ⁹ France TV Info, « Mort de Nahel : comment se passent les gardes à vue des mineurs interpellés lors des émeutes ? », 01/07/2023, <https://urlz.fr/mFew>
- ¹⁰ Le Monde, « François Dubet, sociologue : "Tout se passe comme si les quartiers étaient dans un vide politique, comme si les rages et les révoltes ne débouchaient sur aucun processus politique" », 04/07/2023, <https://urlz.fr/mFC9>
- ¹¹ Courrier International, « Les femmes, un rempart contre la violence », article extrait du journal La Repubblica (ita), n°1705, 06/07/2023
- ¹² France 3 Paris Ile-de-France, « Adolescent tué à Nanterre : "Les mamans des Pablo" au-devant des jeunes du quartier en quête de réponses face à la violence policière », 28/06/2023, <https://urlz.fr/mF7G>
- ¹³ Le Monde, « Émeutes urbaines : les imams dépassés, leur influence limitée », 04/07/2023, <https://urlz.fr/mFBw>
- ¹⁴ Le Monde, « Sur les réseaux sociaux, des émeutes en direct », 03/07/2023, p.5
- ¹⁵ Huffington post, « Avant Nahel, la mort d'Alhoussein Camara lors d'un refus d'obtempérer dénoncée comme une " bavure " », 29/06/2023, <https://urlz.fr/mFEy>
- ¹⁶ Nouvel Obs, « Émeutes : "S'en prendre aux réseaux sociaux, c'est la marque de fabrique des régimes autoritaires" », 05/07/2023, <https://urlz.fr/mF9y>
- ¹⁷ Le Monde, « Accuser les réseaux sociaux d'être responsables des violences est une manière de dépolitiser la révolte », 06/07/2023, <https://urlz.fr/mG6o>
- ¹⁸ Le Monde, « Réforme des retraites : la timide mobilisation des quartiers populaires », 27/03/2023, <https://urlz.fr/mFbD>
- Fatima Ouassak, La puissance des mères : Pour un nouveau sujet révolutionnaire, 2020, Paris, « La découverte », 272p.
- Eric de Montgolfier, Une morale pour les aigles, une autre pour les pigeons, 2014, 294p.
- Charles Tilly, La France conteste : de 1600 à nos jours, Fayard, 1986, 622p.